Gaza : Face à l’inhumanité, nous pouvons agir !

24 mai 2018

Tirer à balles réelles sur des manifestants désarmés à Gaza est inhumain et inacceptable. La France et l’Union européenne doivent intervenir auprès du gouvernement israélien pour qu’il mette fin à ces violences et s’opposer à une politique d’occupation désastreuse.

Ecrire au président pour lui demander d’agir pour Gaza

Nous sommes horrifiés par le massacre de manifestants non armés dans la Bande de Gaza.

Tirer sur une foule de manifestants qui ne représentent aucun danger pour les citoyens ou les soldats israéliens est inhumain. C’est une **violation des normes internationales**, voire un crime de guerre.

Le CCFD-Terre Solidaire vient de participer à une **mission internationale** avec la Cidse en avril 2018. Ses

membres sont allés dans l'un des campements du Nord de la Bande de Gaza d'où sont organisées les marches de retour. Jeunes et vieux, femmes ou hommes, s'y retrouvent. Ils partagent les histoires des villages dont leurs familles ont été chassées en 1948, chantent, cuisinent... Puis ils marchent vers la ligne de séparation avec Israël pour appeler à la liberté. Les jeunes ont expliqué à la délégation combien ils voulaient attirer l'attention sur leur situation et dire au monde qu'ils ne veulent pas être oubliés.

Avec une population de près de deux millions de personnes enfermées à l'intérieur d'une minuscule bande de terre, **le plus grand désir des jeunes est la liberté** de circuler et de pouvoir sortir de Gaza. Une liberté fondamentale qui leur est refusée. Les associations partenaires que nous soutenons sur place nous disent aussi combien **la population a peur de se faire tuer et se sent abandonnée**. Ils appellent à la protection internationale.

La **« Grande Marche du retour »** est une initiative spontanée et populaire. Les rassemblements et manifestations sont l'expression d'une résistance non-violente qui nous rappelle la première intifada. Cette volonté de résister sans recourir à la violence armée est un signe extraordinaire pour une population confrontée à une situation invivable. Depuis douze ans le blocus illégal imposé par les gouvernements israéliens à la Bande de Gaza l'a transformé en prison à ciel ouvert.

Lire aussi : Comprendre les manifestations de la marche du retour à Gaza

La décision des Etats-Unis de réduire son soutien à l'UNRWA (l'agence des Nations unies qui fournit une aide d'urgence aux réfugiés palestiniens) rend encore plus vulnérables les 80 % de la population qui dépendent de cet appui pour vivre. L'Onu a annoncé en 2017 que Gaza ne sera plus viable en 2020. Mais c'est déjà le cas, et nous en sommes témoins.

Or l'occupation poursuit son cours **sur l'ensemble du Territoire palestinien**. En Cisjordanie, nos associations partenaires nous font part d'un même **sentiment de désespoir et frustration sans précédent** face aux expropriations ininterrompues des maisons, des terres et des ressources palestiniennes, y compris à Jérusalem Est.

La communauté diplomatique, y compris le gouvernement français, attend une initiative de paix menée par les États-Unis. Avec le choix de déplacer leur ambassade à Jérusalem, en violation du droit international, les **Etats-Unis ne sont plus en position de jouer un rôle de médiateur dans le conflit israélo-palestinien. C'est désormais à l'Union européenne de jouer ce rôle, et la France doit être force de proposition.**

Nous appelons la France à prendre une position claire pour que :

- **le gouvernement israélien mette fin aux violences** contre les manifestants, et lève le blocus illégal de la Bande de Gaza
- pour qu'une **commission d'enquête internationale** et indépendante sur les violences en Palestine soit mise sur pied.

Nous appelons la France à agir pour **stopper la politique d'occupation implacable du gouvernement israélien** qui pousse au désespoir les Palestiniens et ruine tout espoir de paix entre les deux peuples.

Nous adhérons à l'initiative de la plateforme française pour la Palestine et incitons chacun à écrire au président de la République.

Benoît Faucheux,
Délégué général du CCFD-Terre Solidaire

Ecrire au Président pour lui demander d’agir pour Gaza

Lire aussi : Sur le site du CCFD

Visuel :
SHEJAIYA, GAZA : Un des ambulanciers du camp de Malaka répare l’alarme de son ambulance, le 9 mai 2018.©Virginie Nguyen Hoang/Hanslucas/Huma